



APPEL DU 7^E CONGRÈS

Que veut le Parti des travailleurs ?

Travailleuses, travailleurs, jeunes,

À l'issue du 7^e congrès national du Parti des travailleurs, nous, délégués à ce congrès, vous lançons cet appel : **rejoignez-nous pour organiser ensemble la lutte vitale qui s'annonce !**

Oui, organiser la lutte contre la guerre qui embrase le monde, de Gaza et du Liban à l'Ukraine et à la Russie, une guerre provoquée et alimentée par les capitalistes de tous bords pour le contrôle des marchés, quels que soient les motifs invoqués. Nous sommes inconditionnellement aux côtés des peuples palestinien et libanais qui résistent à l'anéantissement programmé par Netanyahu. Nous sommes aux côtés des travailleurs et des jeunes d'Ukraine et de Russie qui résistent à l'enrôlement forcé qu'imposent Poutine et Zelensky. Nous sommes aux côtés des peuples d'Afrique victimes de guerre et de pillage impérialistes. Nous sommes avec les peuples et les travailleurs frappés par cette guerre que mènent contre eux les défenseurs du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Organiser la lutte contre les gouvernements fauteurs de guerre, et pour commencer contre le gouvernement Macron qui arme Israël et l'Ukraine et ne cesse d'augmenter son budget pour les guerres de l'OTAN. Lutter pour la paix dans le monde, c'est lutter pour renverser ce gouvernement qui mène la guerre à l'extérieur et aussi à l'intérieur contre notre propre peuple. C'est refuser de faire la moindre concession aux députés de « gauche » qui, au Parlement européen ou à l'Assemblée nationale, votent les crédits de guerre.

Nous en appelons à la lutte sur le mot d'ordre : « Dehors le gouvernement Macron, dehors les institutions de la V^e République et de l'Union européenne qui permettent au système capitaliste de se survivre en portant les pires coups au peuple travailleur. »

Travailleurs, ne nous laissons pas abuser par leurs arguments :

– La « dette » invoquée par Barnier pour justifier son plan meurtrier contre les travailleurs ? Elle n'est pas la nôtre : sur 1 000 milliards d'augmentation de la dette publique depuis que Macron est président, **900 milliards résultent des cadeaux faits aux capitalistes**, des exonérations de cotisations sociales, des baisses d'impôts et des subventions prélevées sur les fonds publics, à quoi s'ajoutent **les centaines de milliards du budget militaire** sur la même période.

● L'« immigration » ? Leur propagande raciste vise à diviser les travailleurs. Tout exploité dans ce pays appartient à la classe ouvrière de ce pays ! Notre congrès s'est prononcé pour l'unité des travailleurs de toutes origines, avec ou sans papiers, dans le combat pour en finir avec le gouvernement Macron-Barnier et avec la Ve République et pour un gouvernement des travailleurs et de la démocratie.

**Oui, nous l'affirmons :
les travailleurs sont en droit de combattre
pour un gouvernement à eux.**

- Un gouvernement des travailleurs réorganiserait l'ensemble de l'économie à partir de deux principes : la satisfaction des besoins fondamentaux du peuple travailleur doit guider la production ; chacun a droit à un véritable travail et à un véritable salaire permettant de vivre.
- À cet effet, un gouvernement des travailleurs multiplierait les incursions de plus en plus poussées dans le domaine de la propriété privée des moyens de production par la mise en place d'un système d'impôt contraignant pour les plus riches, mais aussi par la nationalisation, sans indemnité ni rachat, des grandes branches de l'industrie et des services indispensables à la satisfaction des besoins du peuple.
- Graduellement, toutes les grandes branches de la production industrielle seraient ainsi réorganisées, regroupées dans des pôles de production permettant de répondre aux besoins du peuple travailleur, et non plus aux appétits de profits des capitalistes, prenant en compte la préservation de l'environnement.
- Instrument d'une telle politique, une banque centrale nationalisée fusionnerait en son sein toutes les banques privées, une banque centrale nationalisée ayant le monopole de toutes les opérations bancaires afin de mobiliser le crédit pour la production des biens indispensables aux besoins du peuple travailleur.
- Par la renationalisation, seraient constitués ou reconstitués des monopoles publics sans but lucratif dans les grandes branches concernant le transport, l'énergie, le service postal, la production de logement social ou de médicaments.
- La Sécurité sociale serait rétablie conformément à son principe fondateur de 1945, permettant à chacun d'être soigné autant que nécessaire, d'accéder à

la retraite à laquelle il a droit, sur la base de la mutualisation du salaire différé et de la suppression des exonérations patronales.

- L'école publique, laïque, gratuite, fondée sur l'égalité des droits serait rétablie avec les moyens nécessaires à son fonctionnement, y compris les moyens particuliers affectés aux élèves en situation de handicap.
- Une politique audacieuse de réquisition des logements vacants, de construction et de rénovation du logement social serait mise en œuvre, permettant par la planification de résoudre la situation des millions de familles sans logement ou mal logées.
- L'ensemble de ces mesures serait financé, au-delà de la taxation, par la confiscation des dividendes et des profits spéculatifs et leur affectation aux besoins immédiats de la population.
- Un tel gouvernement n'hésiterait pas à remettre en cause les institutions de la Ve République et de l'Union européenne et les traités de l'OTAN et autres alliances militaires. Il établirait des relations directes et fraternelles avec tous les peuples, fondées sur la recherche de la paix, de l'égalité, du refus de toute forme d'oppression, de colonisation et d'occupation. Il retirerait par conséquent les troupes françaises de tous les pays où elles stationnent et reconnaîtrait le droit inconditionnel à l'indépendance de tous les peuples colonisés par la France ; en même temps qu'au plan intérieur de nouvelles institutions seraient établies sur la base des propositions d'une Assemblée constituante souveraine du peuple travailleur composée de délégués élus, mandatés et révocables.

Parce qu'il combat pour un tel gouvernement des travailleurs, le Parti des travailleurs n'est pas membre du Nouveau Front populaire qui revendique un gouvernement de cohabitation avec Macron dans le respect des institutions de la Ve République. Or la Ve République, quelle que soit l'étiquette du gouvernement, a pour seule fonction de faire prévaloir les intérêts des capitalistes.

La réalité de la société, c'est plus que jamais la réalité des classes sociales. C'est pourquoi les travailleurs sont en droit de dire à ceux qui affirment vouloir les représenter : « Dirigeants du Nouveau Front populaire, rompez avec la logique capitaliste, rompez avec la logique qui vous amène au Parlement européen à voter les résolu-

tions qui accordent des centaines de milliards de crédits pour financer la guerre en Ukraine, rompez avec la logique de la V^e République ! »

Le Parti des travailleurs se situe sur un terrain de classe. Le puissant mouvement de 2023 de millions et de millions contre la réforme des retraites a été interrompu par la combinaison entre les manœuvres antidémocratiques de Macron, d'une part, et le refus des dirigeants des organisations d'appeler à la grève générale, d'autre part. Ce n'est pas dans les manœuvres parlementaires que seront satisfaites les revendications des travailleurs. C'est par la lutte de classe, par la grève, par la grève générale.

Nous sommes un parti des travailleurs parce que nous nous situons sur le terrain de classe, mais nous ne prétendons pas être « le » parti des travailleurs. Nous sommes partisans de l'action commune avec tous les travailleurs et militants de toutes tendances, avec toutes les organisations ouvrières, dès lors qu'il s'agit de défendre les revendications des travailleurs et de la démocratie. Nous sommes conscients que, pour recomposer le mouvement ouvrier sur un nouvel axe, il faudra travailler au regroupement de courants, groupes et militants qui, comme nous, veulent se situer sur le terrain de l'indépendance de la classe ouvrière.

Nous sommes ouverts à discuter avec tous ceux qui, comme nous, se prononcent pour un gouvernement sans patrons ni Macron, tous ceux qui, comme nous, se prononcent pour le refus de voter les crédits de guerre pour l'Ukraine ou pour Israël. Tous ceux qui, comme nous, considèrent que les institutions de la V^e République et de l'Union européenne, parce qu'elles sont contraires à la démocratie et aux intérêts des travailleurs, doivent être abrogées. Tous ceux qui, comme nous, considèrent que dans leur combat les travailleurs du monde entier doivent regrouper leurs forces dans l'Internationale ouvrière.

Pour l'unité ouvrière, pour l'unité dans l'action, pour un gouvernement qui satisfasse les revendications ouvrières, pour l'Internationale ouvrière, travailleuses, travailleurs et jeunes, rejoignez-nous.

Adopté à l'unanimité par les délégués au 7^e congrès national du Parti des travailleurs, le 20 octobre 2024

Adhérez au Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite adhérer au Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs,
BP 3 ,193101 Montreuil Cedex.

Accédez au site du
Parti des travailleurs
en flashant le QR Code

